



Financement des partis : la droite se dévoile ?

Dans une des dernières démocraties – la nôtre – où l'opacité règne, une commission du Conseil des Etats souhaite pour la 1^{ère} fois plus de transparence dans les campagnes de votation. Un pas dans la bonne direction.

SUCCESSIONS



Fruit des travaux d'une large alliance, le lancement d'une initiative visant à taxer les successions importantes en faveur de l'AVS sera soumis à la prochaine AD du PS Suisse, fin juin à Olten. Page 5

BOURSES

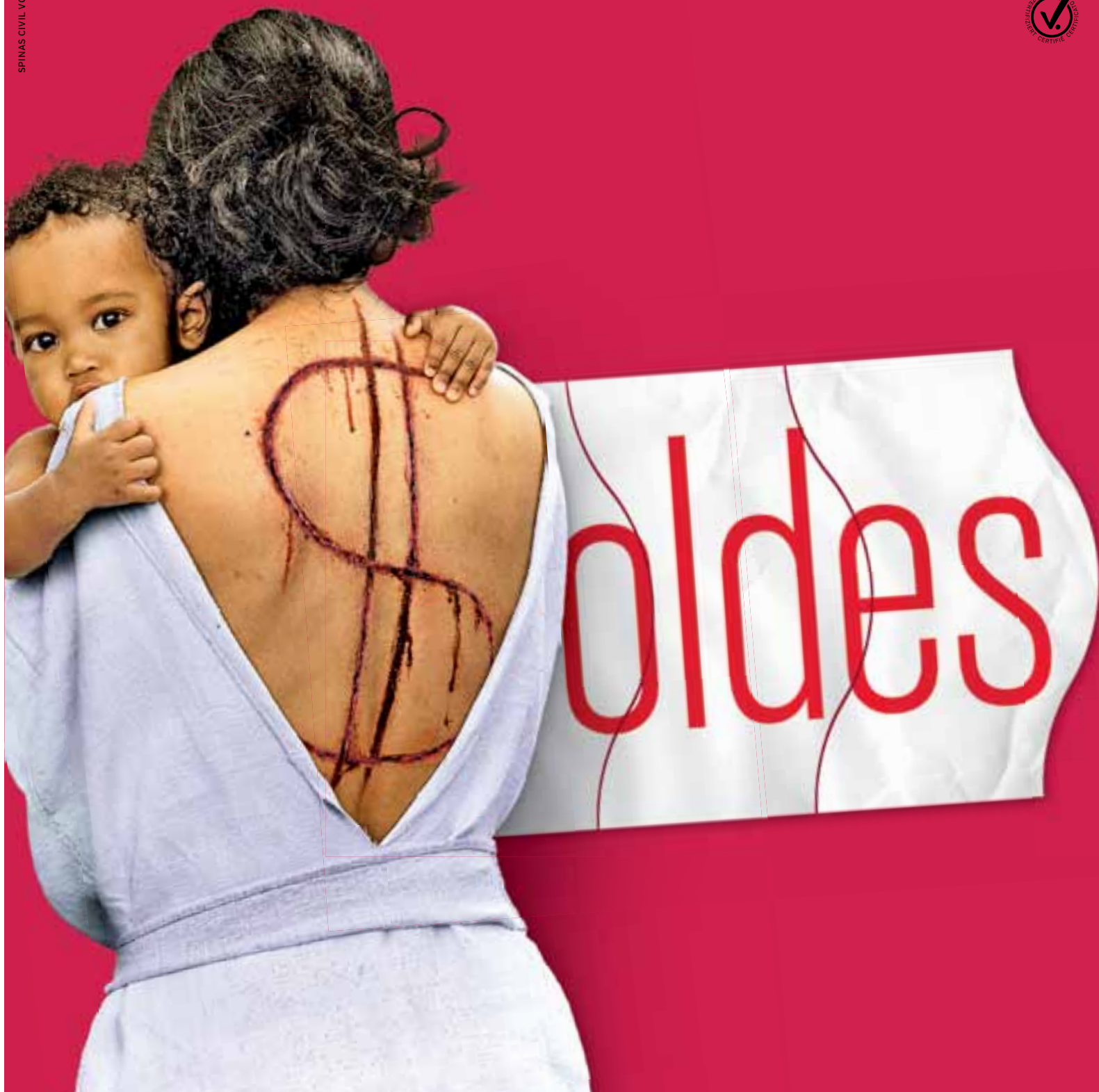


Sans intervention publique forte, le système des Hautes écoles ne bénéficiera qu'à une minorité fortunée. Les autres resteront derrière la vitre à admirer un outil dont ils ne pourront profiter. Page 7

FÉDÉRALES



Tous les cantons romands ou presque ont désigné leur candidates aux élections fédérales. Des listes taillées pour décrocher de nouveaux mandats. Notamment en Valais comme dans le canton de Vaud. Page 9



Dans les pays en développement, des millions d'êtres humains travaillent chaque jour jusqu'à l'épuisement – sans disposer d'un salaire suffisant pour vivre. Jamais autant de personnes n'ont été exploitées. **Contribuez à stopper le bradage de la dignité humaine – dès maintenant sur www.solidar.ch.**



SOLIDAR
SUISSE

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO



L'ennemi, c'est le dumping salarial

Attaquer les migrants, comme le font les partis nationalistes, en prétendant défendre les travailleurs revient à se tromper de cible. Jean-Claude Rennwald

Les craintes face à l'immigration «dévoreuse d'emplois» ont été avivées par l'application, depuis le 1^{er} mai, de la libre circulation des personnes à huit nouveaux pays. Pourtant, rien ne permet de dire que cette ouverture entraîne un afflux de main-d'œuvre. D'abord parce que tout ressortissant européen qui veut venir travailler en Suisse doit prouver qu'il a un emploi. Ensuite parce que ces pays connaissent une bonne croissance économique et que, même dans des conditions sociales difficiles, tout individu reste attaché à ses racines. D'ailleurs, les quotas à disposition de ces pays n'ont pas été épuisés jusqu'ici.

Ce discours accusateur tend par ailleurs à confondre les migrant-e-s européens qui viennent travailler en Suisse et les personnes qui y demandent asile. Ces dernières sont bien en augmentation, mais dans des proportions parfaitement gérables. Et quand bien même leur nombre augmenterait, les problèmes ne seraient, dans un premier temps en tout cas, pas liés à l'emploi, puisque les requérants d'asile n'ont pas le droit de travailler.

Certes, comme n'importe quel autre individu, les migrant-e-s engendrent des coûts (écoles, infrastructures, etc.). Reste qu'en stricts termes économiques, ils «rapportent» davantage à la société qu'ils ne «coûtent». Notamment dans le secteur des assurances sociales. Quant à prétendre que les migrant-e-s engendrent des coûts écologiques en les assimilant à une pollution, c'est une dérive honteuse.

A défaut de réponse toute faite, deux pistes me paraissent prioritaires pour éviter les dérives isolationnistes, voire racistes:

- La situation économique du plus grand nombre doit être stabilisée et cela dépend en premier lieu des salaires. Les travailleurs établis, Suisses ou immigrés, ne peuvent admettre que des employeurs abusent de la main-d'œuvre frontalière ou européenne pour faire pression sur leurs salaires et leurs conditions de travail. En Suisse, les mesures d'accompagnement doivent donc être appliquées de façon plus offensive que jusqu'ici.

- L'intégration des migrants doit être renforcée. Par la formation et la participation à la vie politique et associative. Certes, dans les cantons où les migrants disposent de droits politiques, leur participation est faible. Cela s'explique par le fait que beaucoup de migrant-e-s appartiennent aux classes populaires, dont les membres votent en général peu, précisément en raison de leur manque de formation.

Attaquer les migrants en prétendant défendre les travailleurs revient à se tromper de cible. Ce sont les conditions du travail qu'il faut défendre, quelle que soit la couleur du passeport de celui ou celle qui l'exécute.

jean-claude.rennwald@pssuisse.ch
conseiller national (JU)



Editorial

En avoir (ou pas)

20 millions? 30 millions? Plus encore? A quatre mois des élections fédérales, bien malin qui peut évaluer la somme que l'UDC va investir dans sa propagande. Seule certitude: elle sera faramineuse, un large multiple des moyens à disposition de tous ses adversaires réunis. Ce qui en fera, comme l'ont régulièrement été les précédentes, la campagne la plus chère de l'histoire. La plus



chère, mais aussi la plus asymétrique et la plus opaque puisque les généreux sponsors de la bande à Blocher – comme ceux des autres formations de droite (ce sont d'ailleurs parfois les mêmes!) – se complaisent dans l'anonymat, forts de la conviction que qui paie l'orchestre choisit la musique. Comme le soulignait récemment une enquête de nos confrères de l'Hebdo, ce particularisme helvétique est insoutenable. La transparence du financement des partis politiques est une des conditions impératives d'une démocratie digne de ce nom. Voilà des décennies que le PS le martèle et s'y attèle. Pour voir ses propositions systématiquement balayées jusqu'à ce que – miracle – la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats décide, pour la première fois, de faire la lumière sur les campagnes de votations populaires. Certes, il faut encore que le Parlement la suive, mais c'est un signe que les temps changent et la pression populaire n'y est pas étrangère. Elle a aussi joué, incontestablement, dans la genèse du nouveau «code de comportement» du PLR, sans doute un cas d'école en matière d'exercice alibi. Ne serait-ce que pour ce principe destiné à demeurer impérisable: c'est ainsi «pour garantir son indépendance» que ce parti se refuse à révéler l'identité de ses donateurs. Il fallait y penser et surtout l'oser! En attendant et pour sa part le PS publie ses comptes comme chaque année. Soumis le 25 juin prochain à son Assemblée des délégué-e-s, ils se trouvent sur son site Internet à l'adresse: www.pssuisse.ch/ad. Et comme un acte notarié l'a déjà certifié, «ni banques, ni assurances, ni syndicats ne figurent sur la liste des donateurs».

Jean-Yves Gentil

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Kurt Bläuer, Berne

Sortie du nucléaire : la pression monte sur Internet

Placée devant un véritable choix de société, face à l'opportunité de dessiner le futur de notre approvisionnement énergétique, la majorité du Conseil fédéral n'a pas tremblé. L'histoire retiendra ainsi que, le 25 mai 2011, elle a finalement décidé de se passer du nucléaire et de privilégier les économies d'énergie comme les énergies renouvelables. Exactement ce que stipule l'initiative socialiste Cleantech, lancée bien avant la catastrophe de Fukushima. Et ce que soutient la dernière pétition en ligne lancée sur le site Internet du PS Suisse.

C'est que la page du nucléaire helvétique n'est pas encore définitivement tournée. Le dossier est désormais entre les mains des Chambres fédérales qui doivent confirmer la position du gouvernement lors de leur session d'été. Et il faut bien s'attendre à ce que le lobby atomique mette tout en œuvre pour tenter, jusqu'au dernier moment, de l'infléchir en actionnant ses relais au Parlement. A ce jour, les dernières projections laissent percevoir que, sur les 200 membres du Conseil national, 99 se déclarent favorables à l'abandon du nucléaire et 96 s'y opposent. Un écart minime qui justifie de rappeler fermement aux parlementaires fédéraux leur nécessaire engagement en faveur de l'intérêt général. Par exemple en signant la nouvelle pétition en ligne du PS Suisse dont les arguments ont déjà convaincu quelque 5000 personnes en l'espace d'une semaine.

Plus nombreux seront les signataires, plus forte sera la pression. C'est le principal objectif de la démarche, mais elle offre un autre intérêt en permettant de toucher des personnes au-delà de la sphère d'influence habituelle du PS. Dans les commentaires, il n'est ainsi pas rare de lire d'anciens électeurs radicaux ou démocrates-chrétiens totalement d'accord avec les arguments socialistes. Une évolution que confirment d'ailleurs les derniers sondages en soulignant que jusqu'à 80% des Suisses souhaitent progressivement sortir du nucléaire.

Si vous partagez cet objectif, faites entendre votre voix et faites savoir que vous soutenez le Conseil fédéral dans sa volonté de reléguer les centrales nucléaires aux oubliettes. Signez notre pétition en ligne et soumettez-la à vos proches et connaissances afin qu'ils en fassent de même.



Vos réactions

La possibilité de placer un commentaire tout en paraphant la pétition a souvent été utilisée. En voici un florilège parmi lesquels vous retrouverez peut-être le votre. Encore merci de tout cœur pour votre participation et vos messages d'encouragement à l'adresse : www.pssuisse.ch.

« Je signe de tout cœur car je veux sortir du nucléaire! »

« Le nucléaire est comparable à une maladie très grave pour nos enfants et pour la planète. Soignons-là d'urgence! »

« Voilà longtemps que je ne m'étais pas senti aussi fier d'être Suisse! »

« Ne détruisons pas la Terre pour les générations à venir. »

« Soutenons le Conseil fédéral lorsqu'il se montre intelligent en prenant le parti de ceux qui le sont. »

« Qu'on arrête de nous bluffer ! Et qu'on commence à chiffrer les coûts réels du nucléaire en considérant les déchets ... »

« Rester dans le nucléaire serait le plus grand crime contre l'humanité! »

« Bravo aux femmes du Conseil fédéral! »

« Cette fois nous tenons peut-être le bon bout de la ficelle pour dépelotonner les centrales. »

« Si tous les toits de mon petit village, comme tous les autres, étaient subventionnés pour l'installation de panneaux solaires, nous aurions déjà de l'avance. »

« Après le non à Kaiseraugst en 1975, à la fermeture de la dernière centrale en 2034, j'aurai 100 ans ... Youpi! »

« C'est déjà ça ... Faut juste espérer que ça ne pète pas d'ici 2034 ... »

« L'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain! »

« Continuez sans relâche cette lutte contre le nucléaire fossile : le peuple est avec vous. »

Je vote habituellement à droite mais là, les partis bourgeois font preuve d'un manque de sens des responsabilités pathétique !

Il en a fallu des années pour que les bornés du portefeuille ouvrent enfin les yeux.

Pour la transparence du financement des campagnes

La Commission des institutions politiques du Conseil des Etats a, pour la première fois, décidé de demander la transparence du financement des campagnes de votations populaires.

Alain Berset

Cette décision devra encore être confirmée par le Conseil des Etats et par le Conseil national. Il n'empêche: c'est un bon signal donné au bon moment, alors que les montants investis dans les campagnes politiques ont explosé ces dix dernières années et alors que se profile une année politique très chargée.

La démocratie semi-directe impose aux citoyennes et aux citoyens de se prononcer sur les sujets les plus compliqués et les plus difficiles. Dans quel autre pays la population est-elle appelée à donner son avis sur la recherche sur les cellules souches, sur la libre-circulation des personnes et sur l'ensemble des sujets sociaux, économiques et fiscaux? Notre système est unique dans la responsabilité qu'il confie à l'ensemble des citoyennes et des citoyens. Et cela ne fonctionne que si l'accès à une information pleine et complète est possible. Les



médias jouent là un rôle très important. Mais cela ne suffit pas. Il faut encore que les arguments soient présentés avec un certain équilibre et qu'il soit possible, de manière tout-à-fait transparente, de savoir qui défend quels intérêts.

Or, depuis une dizaine d'années, il faut bien constater que les moyens investis dans les campagnes de votations ont explosé. Cela montre bien la force des intérêts qui sont généralement en jeu. A partir de ce constat, la Commission du Conseil des Etats a estimé que la démocratie ne pouvait fonctionner durablement que si il était possible de voir qui défendait quels intérêts en finançant, parfois massivement, des campagnes de votations.

Cette décision reflète la volonté de soutenir un développement de la démocratie semi-directe qui soit durable et qui ne laisse pas la place au soupçon ou aux financements cachés. Cela devrait permettre de renforcer la crédibilité de l'action politique. Si le peuple joue un rôle important dans la démocratie semi-directe, il n'y a rien qui doive lui être caché au moment de décider.

alain.berset@pssuisse.ch
conseiller aux Etats (FR), président de la
Commission des institutions politiques
du Conseil des Etats



Les partis suisses sur le grill européen

En ratifiant la Convention pénale du Conseil de l'Europe contre la corruption, la Suisse est automatiquement devenue membre du Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO). Cette institution a pour objectif d'améliorer la capacité de ses membres à lutter contre la corruption en s'assurant, par le biais d'un processus dynamique d'évaluation et de pression mutuelle par les pairs, qu'ils respectent les normes et les standards du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre la corruption. Ada Marra

A l'instar de ce qui se passe pour les autres états-membres, la Suisse a été évaluée par une équipe d'experts internationaux, accompagnés par des représentants du secrétariat du GRECO. Parmi les thèmes de cette évaluation, menée par le biais d'un questionnaire suivi d'une visite en Suisse: le financement des formations politiques. Les partis gouvernementaux ont donc été invités, le mois dernier, à répondre à quelques questions incisives. Il est d'ailleurs intéressant de relever que tous les partis de droite ont envoyé un membre de leur

secrétariat. Seul le Parti socialiste a envoyé un parlementaire. Comme si ces questions étaient purement administratives et ne comportaient aucun enjeu politique pour certains.

Les questions ont porté sur quatre volets: le financement des partis, le financement des campagnes de votation, le financement des élections ainsi que les collusions et autres liens sujets à caution qui pourraient exister entre les partis et les médias.

Ce n'est un secret pour personne: dans tous ces domaines la Suisse en est encore au stade

embryonnaire. Les experts se sont d'ailleurs un peu étonnés en prenant connaissance de la motion adoptée par le Conseil des Etats et visant à rendre publique l'identité des contributeurs au financement des campagnes de votations. Selon eux, c'est l'angle le plus délicat à entreprendre pour initier une politique de transparence ...

Suite à ces auditions et analyses, le GRECO rendra un rapport et fera part de ses recommandations après en avoir débattu en séance plénière. La Suisse aura ensuite 18 mois pour les mettre en œuvre ...

ada.marra@pssuisse.ch
conseillère nationale (VD)



Un impôt sur les successions pour solidifier l'AVS

Avec le renforcement de la pression socialiste en vue de l'introduction d'une caisse-maladie publique, la taxation des héritages et des donations constitue un des principaux thèmes de la prochaine AD du PS, fin juin à Olten. Les délégué-e-s seront ainsi appelés à soutenir le lancement d'une initiative populaire intitulée « Taxation des successions importantes en faveur de notre AVS ». Fruit des travaux d'une large alliance comprenant le PS, mais également le PEV, les Verts, les syndicats et diverses autres organisations, le texte épargne la classe moyenne et les PME et vise des contribuables qui peuvent largement se permettre d'augmenter leur écot auprès de la collectivité.

Selon le magazine « Bilanz », la fortune des 100 personnes les plus riches de Suisse a plus que quintuplé ces dernières années, s'établissant à plus de 358 milliards de francs en 2009. Aujourd'hui, dans notre pays, près de 3000 personnes touchent un revenu annuel de plus d'un million de francs. Elles n'étaient que 500, il y a 15 ans. Une évolution de la richesse nationale dont l'accélération est stupéfiante, mais pas autant que l'inégalité qui prévaut quant à sa répartition. Ainsi, tandis que les salaires réels les plus élevés (0,5% de l'ensemble des rémunérations) ont augmenté de 28% entre 1998 et



2008, le salaire réel moyen n'a lui progressé que de 10%. De 2 à 4% seulement pour les revenus les plus modestes. Sans compter que ces bas et moyens revenus sont également frappés de plein fouet par la hausse des loyers et des prix du logement de même que par l'augmentation constante des primes des caisses-maladie.

Comme le relève le Comité directeur du PS dans son projet de résolution, se constituer un bas de laine reste donc un vœu pieux pour la majorité de la population. Pour les autres, tout baigne puisque près de la moitié des quelque 40 milliards de francs d'héritages perçus en 2010 ont essentiellement alimenté les fortunes de milliardaires. Plus on est riche, plus on a donc de chances de s'enrichir. Et à l'avenir aussi, dans la mesure où la génération des plus de 65 ans

possède plus de la moitié de la fortune privée dans notre pays. Quelque 178000 personnes hériteront ainsi d'au moins 1 million de francs dans les 30 prochaines années, soit plus d'un milliard de francs en successions. De même, environ 50 personnes empocheront vraisemblablement plus d'un milliard de francs.

Alors que la valeur réelle des revenus bas à moyens stagne, la nouvelle aristocratie de l'argent se reproduit automatiquement, sans rien faire. Cela va à l'encontre de l'égalité des chances, d'une certaine idée de la société, qui rémunère les prestations égales de manière égale, et en définitive de la démocratie, car il n'est pas rare que l'élite économique finisse par s'acheter l'opinion publique. Pour le PS, ce mouvement perpétuel de la répartition des richesses du bas vers le haut doit cesser. Après la lutte contre la sous-enchère fiscale et pour l'introduction d'un salaire minimum, une nouvelle initiative populaire va donc concrétiser ce combat et – par la même occasion – réaliser une étape supplémentaire de la plate-forme socialiste en 10 points validée lors du dernier Congrès de Zurich.

Pour autant que l'AD d'Olten donne son feu vert, le PS récoltera donc des signatures en faveur d'un impôt national sur les successions. Ses recettes seraient réparties à raison d'un tiers pour les cantons et deux tiers à l'AVS, histoire de s'assurer qu'elles bénéficient à l'ensemble de la population. Ne ponctionnant ni la consommation (comme la TVA), ni le travail (comme les cotisations salariales), la taxation des successions s'avère aussi juste qu'efficace. D'autant plus (voir encadré) que les héritages inférieurs à 2 millions en seront exemptés et que d'autres niches fiscales permettront aux PME comme aux exploitations agricoles de poursuivre leurs activités.

L'INITIATIVE EN BREF

- L'AVS est désormais aussi financée par les recettes d'un impôt sur les successions et les donations (complément à l'art. 112 Cst.).
- La compétence de percevoir des impôts sur les successions et les donations passe des cantons à la Confédération (nouvel art. 129a Cst.). Les cantons sont indemnisés à hauteur de 1/3 des recettes perçues.
- 2/3 des recettes fiscales sont affectées à l'AVS.
- L'impôt est prélevé sur l'héritage des personnes physiques ayant eu leur dernier domicile en Suisse où dont la succession a été ouverte en Suisse, et non auprès de chacun de leurs héritiers. L'impôt sur les donations est perçu auprès du donateur.
- Des franchises élevées garantissent que la classe moyenne ne soit pas pénalisée :
 - franchise générale : 2 millions de francs
 - franchise pour cadeaux d'usage : 20 000 francs par année et par personne bénéficiaire.
- Les dons accordés au conjoint/partenaire enregistré ainsi qu'aux personnes morales exonérées d'impôts ne sont pas soumis à l'impôt.
- Le taux d'imposition unique est fixé à 20%.
- Au cas où une entreprise ou une exploitation agricole feraient partie de la succession ou de la donation, des allègements considérables sont prévus lors de l'évaluation et de la fixation du taux d'imposition, afin de ne pas menacer leur pérennité ainsi que les emplois.

Ce n'est pas parce qu'on n'est pauvre qu'on n'est pas intelligent ...

La Suisse manque de main-d'œuvre. Elle manque de médecins, d'ingénieurs, de chimistes, d'informaticiens et – plus encore – dans tous ces secteurs, de femmes au bénéfice d'une bonne formation. Résultat des courses: depuis la première fois de son histoire, les migrant-e-s qui viennent travailler dans notre pays ont un meilleur bagage professionnel que la population qui les accueille. Géraldine Savary

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée a des effets non seulement sur notre économie mais sur notre rapport à l'Autre. Se lève, en Suisse alémanique, une xénophobie de plus en plus marquée envers les travailleurs allemands et, en Suisse romande, l'irritation d'une population qui considère que la croissance ne lui profite pas.

Alors qu'en Suisse, le vrai problème est ailleurs: l'accès à la formation, et en particulier à la formation supérieure, reste insuffisant. La sélection des enfants est trop précoce, les conditions de réussites trop ambitieuses et, plus que partout ailleurs, le niveau de vie des familles reste un lourd handicap pour se lancer dans des études supérieures.

Bref, en Suisse, il est toujours plus facile d'être intelligent quand on est riche que pauvre. La démocratisation des études s'enlise, si l'on en croit les chiffres de l'Office fédéral de la statistique. De 2003 à 2005, environ 10 000 étudiants ont obtenu une licence ou un master universitaire. Cinq ans plus tôt, ils étaient 16 000 à commencer des études supérieures.

On sait aussi que le système de Bologne – trois ans de bachelor, deux de master – réduit le temps à disposition des étudiantes et étudiants pour occuper une activité lucrative accessoire. Résultat: des jeunes abandonnent en chemin par manque de moyens (68% seulement sortent des universités avec un titre. Un cinquième abandonne pour des raisons financières).

Enfin, la mobilité tant revendiquée au sein du paysage universitaire suisse a un coût. Un étudiant sans moyens financiers, avec des parents ayant des revenus insuffisants ne pourra se payer le luxe d'enrichir son cursus par des années d'études loin de son domicile familial.

En résumé, sans intervention publique forte, le système des Hautes écoles suisses ne bénéficiera qu'à une minorité fortunée. Les autres resteront derrière la vitre à admirer un magnifique outil dont ils ne pourront profiter. Le

constat est là, il n'est pas contesté et pourtant, la majorité politique du Parlement reste sourde aux interventions tant des associations d'étudiantes et d'étudiants que du Parti socialiste aux Chambres fédérales. Et ne desserre pas les cordons de la bourse.

Pourtant, en Suisse, sur les 250 000 étudiants qui fréquentent nos Hautes écoles, seuls 8% reçoivent une bourse d'études, pour un montant total de 303 millions de francs par année, dont 25 millions sont pris en charge par la Confédération. Depuis 1993, le volume des bourses a diminué – hors inflation – de près de 25% et, pendant cette même période, les subventions fédérales sont passées de 40% à 9%. Les différences entre cantons sont en outre très importantes. Ainsi, dans le canton de Zurich, 0,3% de la population reçoit une bourse d'un montant semestriel de 3800 francs en moyenne, alors que dans le canton de Neuchâtel, 1% de la population en bénéficie, mais pour un montant moyen de 1200 francs par semestre. Par ailleurs, le montant par habitant-e consacré aux bourses d'études varie énormément: il représente par exemple 87 francs dans le canton du

Jura mais seulement 17 francs à Schaffhouse. Finalement, notons que 77% des étudiants travaillent à côté de leurs études, en grande partie pour financer celles-ci.

Devant l'inertie de la majorité politique du pays, l'Union nationale des étudiantes et des étudiants a décidé de lancer une initiative populaire. Afin de permettre à toutes les étudiantes et les étudiants de recevoir des aides financières publiques leur garantissant un niveau de vie minimal. Les chiffres de la Confédération montrent clairement que les étudiants doivent disposer d'un minimum vital de 24 000 francs par année pour faire face à leurs besoins et aux coûts de formation.

Cette initiative est indispensable et doit être résolument soutenue. Parce que l'argent ne doit pas être un instrument de sélection.

geraldine.savary@pssuisse.ch
conseillère aux Etats (VD)



Vous pouvez télécharger des feuilles de signatures à l'adresse : www.bourses-etudes.ch

Assez discuté – le 14 juin, il faut agir !

Depuis 30 ans, la Suisse dispose d'un article constitutionnel et d'une loi sur l'égalité entre femmes et hommes. Malgré cela, les femmes gagnent toujours moins que les hommes, elles accomplissent plus d'activités non rémunérées que les hommes, elles sont par conséquent moins actives et donc plus souvent plus pauvres que les hommes. En 2011, nous vivons toujours dans une société dans laquelle il y a un projet de vie différent pour les femmes et les hommes. Une réalité que la présence d'enfants cimente tout particulièrement.

Lea Kusano

En fait, aujourd'hui on sait pertinemment ce qu'il faut pour permettre aux femmes et aux hommes de choisir librement leurs projets de vie. Egalité salariale, hausse des salaires minimums et suffisamment de places de garderie qu'il faut immédiatement mettre en œuvre. A moyen terme, un vrai congé parental avec un quota fixé pour le père et la mère. Afin que le travail domestique et familial - non rémunérés - et le travail rémunéré puisse être mieux répartis entre les parents, il faut une réduction radicale du temps de travail. Cela est possible seulement si les deux parents sont prêts à contribuer de manière significative aux soins de l'enfant. Congé parental, places de garderie et



nouveau partage du temps de travail sont tout à fait envisageables comme en France et dans les pays nordiques où les femmes et les hommes sont véritablement égaux en droit. Avec pour conséquence, un taux de natalité beaucoup plus élevé que chez nous !

Ces dernières années, il y a eu beaucoup de discours et des travaux de recherche sur l'égalité et l'équilibre entre vie professionnelle et familiale. C'est bien et probablement nécessaire mais maintenant il faut agir ! C'est pourquoi le PS – de concert avec l'Union syndicale suisse (USS) – appellent, le 14 juin, à une journée na-

tionale et de grève « Femmes en mouvement. L'égalité absolument ! ». Toute la population, femmes et hommes confondus, est appelée à participer à ces actions.

Dans diverses entreprises mais également dans différents services publics et autres établissements des pauses prolongées/des débrayages sont prévus. Dès 14h06, de nombreuses actions décentralisées seront menées sur les places de travail mais aussi dans des centres de formation et dans les ménages ; des manifestations auront également lieu dans l'espace public (rues, places, gares) et, dans certaines régions, cela se fera dans le cadre d'alliances élargies débordant le seul milieu politique et syndical. Dès 17h, des rassemblements auront lieu dans les grandes villes comme dans des localités moins importantes. Dans certaines villes, des actions sont déjà prévues le soir (fêtes, manifestations culturelles, tables rondes, etc.).

Pour le 14 juin, vous pouvez encore contribuer à mettre une action sur pied ou rejoindre le comité d'organisation régional. Votre section locale a d'ailleurs peut-être déjà organisé quelque chose ? A l'adresse www.14juni2011.ch, vous trouverez toutes les informations nécessaires.

Rejoignez-nous afin que l'égalité reprenne la place qui lui revient sur l'agenda politique !

14 JUIN : LES RENDEZ-VOUS D'UNE JOURNÉE D' ACTIONS

- **Partout en Suisse à 14 h 06** : une minute de vacarme – chaque femme siffle, hurle, crie, chante, klaxonne son ras-le-bol !
- **Fribourg, Pl. Georges Python** : stands et animations l'après-midi, rassemblement puis cortège dès 18 h. Au cinéma Rex dès 19 h : apéritif, puis projection du film « We Want Sex Equality ».
- **Genève, statue du Sans-papiers, rue Pradier** dès 7 h 30 : soutien aux travailleuses de l'économie domestique. **Promenade de l'Europe de 11 h 45 à 13 h** : solidarité avec le personnel de vente, pique-nique et récolte de signatures en faveur de l'initiative « pour un salaire minimum ». **Zone piétonne du Mt-Blanc dès 17 h 30** : rassemblement puis cortège. **Aux Bastions dès 19 h** : stands, animations, petite restauration.
- **Delémont, de 7 h 30 à 12 h** : une caravane à la rencontre des travailleuses, puis récolte de signatures en faveur de l'initiative « pour

un salaire minimum ». **Gare CFF dès 17 h** : rassemblement puis cortège jusqu'à la salle St-Georges où se tiendra une soirée festive.

- **Neuchâtel, Temple du Bas (si pluie, péristyle Hôtel de ville) de 11 h à 14 h 06** : pique-nique et animations. Dès 16 h : rencontres et apéro de l'égalité.
- **La Chaux-de-Fonds, Espacité de 11 h à 14 h 06** : pique-nique et animations. Dès 17 h : apéro de l'égalité, puis cortège vers la Pl. du 14 juin.
- **Lausanne, Pl. de la Riponne dès 12 h** : pique-nique. L'après-midi, animations et rencontres. **17 h** : verre de l'égalité, suivi d'une manifestation. **Montbenon dès 19 h** : petite restauration. **19 h 30** : « Entre Voie-X » – création théâtrale. **21 h** : projection du film « Opening Night ».
- **Sion, Pl. des Tanneries, dès 17 h** : différentes animations au bistrot de l'égalité. **Au cinéma Capitole dès 20 h 30** : projection du film « We Want Sex Equality ».

lea@leakusano.ch
conseillère de ville (Berne),
coordinatrice USS du 14 juin



Valais romand : l'heure de la reconquête

Après des mois de discussions, de négociations, de revendications, de renonciations, d'exigences, de conditions, de rupture, de reprise, de pressions, de refus, d'acceptation, le PS et les Verts ont abouti, il y a quelques jours, à un accord d'apparement pour les élections fédérales avec un objectif commun : reconquérir un second siège perdu il y a quatre ans au profit de l'apparement chrétien. Jean-Henri Dumont



Pour une bonne nouvelle, c'est une bonne nouvelle car sans cet apparement, il aurait été extrêmement difficile de récupérer ce 2^{ème} mandat même si – évidemment – tout reste à faire et que nous avons encore pas mal de pain sur la planche. Notamment pour rallier d'autres

forces de gauche ou de centre-gauche dans le respect de leur diversité et dans l'intérêt général des Valaisannes et des Valaisans.

C'est qu'un rassemblement général de la gauche dépasse le seul intérêt stratégique. Il n'a de sens que si, au-delà de nos positionnements spécifiques, nous défendons des valeurs communes. C'est manifestement le cas si l'on évoque quelques propositions concrètes comme une caisse-maladie publique, l'introduction d'un salaire minimum national, des logements abordables, la promotion des énergies renouvelables et la sortie du nucléaire ... Ce qui nous réunit doit nous permettre de dépasser nos différences pour contrer la mainmise démocrate-chrétienne en Valais, les propositions néolibérales du PLR et les dérives xénophobes et isolationnistes de l'UDC.

Convaincu que les propositions figurant dans son programme et sa plate-forme électorale apportent des réponses concrètes aux préoccupations d'une majorité de la population, le Parti socialiste du Valais romand mise donc sur une liste à six pour le Conseil National. Des candidatures suffisamment fortes, des personnalités disposant des compétences et de l'envergure nécessaire pour mener la reconquête. De fait, le sortant Stéphane Rossini mais aussi Gaël Bourgeois, Yves Ecoeur, Mathias Reynard, Sonia Z'Graggen Salamin et Olivier Salamin ont été désignés l'unanimité, le 9 avril, lors de notre Congrès à Veyras. A noter encore que le PSVR a choisi de lancer sa tête de liste à l'assaut du Conseil des Etats. Stéphane Rossini jouera donc sur deux tableaux, fort de la conviction qu'une représentation plurielle, dans deux partis différents renforcera le Valais à la Chambre des cantons.

jhdumont@bluewin.ch
président du PSVR au Grand Conseil



Vaud : Géraldine Savary aux Etats et une liste forte pour le Conseil national

C'est le 30 avril dernier que 250 membres du Parti socialiste vaudois se sont réunis en Congrès à Gland pour élire ses candidat-e-s aux élections fédérales. Géraldine Savary, conseillère aux Etats, a décliné les enjeux des élections de cet automne. Elle a décrit la situation d'un pays entre ombre et lumière qui affiche une belle santé économique d'un côté et des personnes qui ne gagnent pas assez pour vivre de l'autre côté. Arnaud Bouverat

Il s'agit donc, pour nous socialistes, de rendre ce pays à ceux qui le font vivre. Géraldine Sava-

ry part en campagne avec l'esprit de conquête mais appelle au réalisme: la profusion de candidat-e-s à droite rend une élection aux Etats au premier tour quasi impossible et la bataille sera difficile. C'est par une ovation que le Congrès a décidé de présenter Géraldine Savary à un second mandat; elle partira dès le 1^{er} tour avec son colistier vert Luc Recordon.

Pour la liste au Conseil national, le Congrès a désigné une liste forte, parfaitement paritaire, comprenant des candidat-e-s de tout le canton: Savary Géraldine, Nordmann Roger, Marra Ada, Voruz Eric, Aubert Josiane, Barraud Olivier, Amarelle Cesla, Montangero Stéphane, Ruiz Rebecca, Schwaab Jean-Christophe, Freymond

Cantone Fabienne, Mattenberger Nicolas, Lachat Patricia Dominique, Rydlo Alexandre, Gay Vallotton Michèle, Cherix François, Pellet Jacqueline, Strasser Rudolf.

Pour la présidente des socialistes vaudois Cesla Amarelle, le PSV peut envisager ces échéances «avec confiance, parce que le bilan de nos élu-e-s fédéraux est excellent, et responsabilité, parce que le PS est la force politique la plus en adéquation avec les attentes des Vaudois». C'est ainsi avec la ferme ambition de conquérir un cinquième siège au Conseil national que le PS va lancer sa campagne.

arnaud@ps-vd.ch
secrétaire général du PS vaudois



Politique économique extérieure: pour une cohérence sociale et environnementale

Le libéralisme économique et son pendant commercial, le libre-échange international, génèrent la croissance économique depuis des décennies. Celle-ci s'exprime par un PIB national et par personne toujours plus élevé. Mais cette augmentation régulière, contrairement au credo libéral qui veut qu'inéluctablement tout le monde en profite, n'assure aucunement une répartition équitable de la richesse, ni qu'elle soit produite dans le cadre d'une organisation démocratique de l'Etat, du respect des droits fondamentaux et de l'environnement. La situation en Egypte, en Colombie ou au Pérou – soit trois pays avec lesquels la Suisse a conclu un accord de libre-échange (ALE) – est parlante à cet égard. Carlo Sommaruga

En Egypte, malgré une croissance soutenue, plus de 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les droits humains et des travailleurs ont été gravement violés jusqu'à récemment. La protection de l'environnement est ignorée. C'est finalement une révolte populaire avec, à la clé, la mort de centaines de citoyen-ne-s pacifiques qui a fait bouger l'édifice et permet d'espérer l'émergence d'une société plus juste et démocratique.

En Colombie la situation n'est pas meilleure. Malgré une forte croissance du PIB, ce pays reste celui où le plus grand nombre de syndicalistes sont assassinés. Et en dépit des discours rassurants du nouveau président, les petits paysans sont toujours dépossédés de leurs terres et l'objet d'acte de violence.

Au Pérou, on assiste à un boom économique sans précédent. L'accroissement des exportations est significatif. Toutefois, la pauvreté touche 30% de la population. Cette contradiction entre croissance et grande pauvreté suscite des révoltes. Et l'on assiste à des actes de répression armée à l'encontre de celles et ceux qui résistent à la surexploitation des travailleurs et des ressources naturelles. Notamment les populations indigènes.

Un des moyens permettant de contribuer à la réduction de cette contradiction, c'est l'introduction de clauses sociales, environnementales et de respect des droits de l'homme dans les accords de libre-échange. Sans supprimer par enchantement les effets négatifs évoqués ci-dessus, ces clauses sont un instrument – certes encore imparfait – mais indispensable

pour promouvoir un développement durable. Elles introduisent des standards et des mécanismes de plainte qui permettent de consolider, dans les états signataires, un socle social et environnemental minimal ainsi qu'un respect accru des droits de l'homme. L'introduction de ces clauses dans les accords de libre-échange est soutenue par la société civile organisée, au Sud comme au Nord. Le PS s'emploie d'ailleurs à relayer cette revendication à chaque débat sur la ratification d'un ALE.

Le Conseil fédéral et le SECO – qui mène les négociations – refusent pourtant de les intégrer. Pour le SECO, chaque volet doit être traité de manière séparée: le commerce par le SECO dans les ALE, les droits humains par le DFAE dans les accords de collaboration et d'aide au développement, les questions environnementales par le DETEC dans les accords internationaux. Mais cette vision est battue en brèche.

Ainsi, l'ALE signé par les Etats-Unis et le Pérou en 2007 inclut un chapitre sur les droits fondamentaux du travail tels que définis dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) de 1998. Selon ces dispositions, chacune des parties doit s'assurer que les droits fondamentaux sont mis en œuvre et que des moyens importants sont déployés pour les faire respecter. Le manque de ressources et les délais pour raisons de procédure ou d'agenda commercial ne sont plus des arguments suffisants pour contrevenir aux dispositions de l'accord. Celui-ci ne se contente donc pas de demander à chaque partie de respecter ses propres lois nationales; il reconnaît qu'il existe un lien de complémentarité entre le commerce et le travail, mais également que ce lien doit être effectif et, par conséquent, se traduire dans une amélioration effective des conditions de vie et de travail.

Le Canada et le Pérou ont signé un accord de libre-échange le 29 mai 2008. Ils ont en même temps signé des accords sur l'environnement et de coopération dans le domaine du travail. L'accord sur le travail engage les deux parties à respecter et à faire observer des normes telles que l'élimination du travail des enfants et du travail forcé, la liberté d'association et le droit à la négociation collective. L'accord sur l'environnement engage les deux pays à accroître de manière significative le niveau de protection naturelle, à appliquer leurs lois environnementales nationales et à ne pas assouplir ces dernières dans le but d'encourager le commerce



ou l'investissement. L'accord entre la Suisse et le Pérou, dont le Conseil national a accepté la ratification le 14 avril 2011, ne contient aucune clause sociale et ne fait aucune mention du développement durable. Seules des considérations générales figurent dans le préambule de l'accord. Ce dernier n'ayant aucun effet contraignant, cela reste donc purement cosmétique.

Pourtant, il est aussi du devoir de la Suisse de veiller à ce que les conventions fondamentales de l'OIT soient respectées et que la conclusion d'un accord de libre-échange ne contribue pas à la violation des droits économiques et sociaux. Cela fait non seulement partie de ses obligations internationales mais constitue au surplus un élément fondamental de la crédibilité de notre politique étrangère. Cela va également dans le sens des récentes déclarations de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui a décidé d'ancrer plus fortement les normes environnementales et les normes du travail dans les ALE en fixant les dispositions pertinentes dans un chapitre spécifique sur la durabilité. Il est donc plus que temps que le SECO et le Conseil fédéral changent de perspective.

carlo.sommaruga@pssuisse.ch
conseiller national (GE)



AGENDA

PS Suisse www.pssuisse.ch

- Vendredi 24 juin: Conférence de coordination, Olten
- Samedi 25 juin: Assemblée des délégué-e-s, Olten
- Samedi 2 juin: initiative caisse-publique: journée nationale de récoltes de signatures
- Samedi 27 août: initiative caisse-publique: journée nationale de récoltes de signatures
- Samedi 3 septembre: états généraux de la santé, lancement de la campagne des fédérales en Suisse romande, Théâtre de Beausobre, Morges

Femmes Socialistes Suisses www.ps-femmes.ch

- Mardi 14 juin: grande journée en faveur de l'égalité entre femmes et hommes «Femmes en mouvement, l'égalité absolument!»; réseau et programme par cantons et régions à l'adresse: www.14juin2011.ch
- Samedi 27 août de 10h à 16h30: coordination des Femmes (CoFa), avec Pascale Bruderer, Aarau

JS Suisse www.jss.ch

- Vendredi 17 juin dès 18h au dimanche 19 juin à 18h: week-end des sections, Stein am Rhein
- Vendredi 8 juillet de 19h à 22h: conférence des sections, Sarnen
- Samedi 9 juillet à 11h15: assemblée des délégué-e-s, Sarnen

- Camp d'été: pour info www.juso.ch/fr/camp
- Samedi 3 septembre: assemblée des délégué-e-s, Berne

Genève www.ps-ge.ch

- Mardi 7 juin de 12h30 à 13h30: conférence «Aux sources du socialisme: Jaurès, le méconnu le plus célèbre» François Courvoisier, locaux du PSG (amenez votre sandwich)
- Mardi 14 juin: grande journée en faveur de l'égalité entre femmes et hommes et récolte de l'initiative salaire minimum. De nombreuses manifestations auront lieu toute la journée. Le tout se terminera par une soirée festive dès 19h00 aux Bastions, scène de la Crypte, entrée Rue de Candolle. D'ici le 14 juin, plusieurs rendez-vous à ne pas manquer, notamment sur le thème «travailleu(r)es domestiques sans papiers»!
- Jeudi 16 juin à 20h: assemblée générale du PSG, locaux du PSG. Ordre du jour: 2 dérogations pour double mandat provisoire – élection du-de la candidat-e à la Cour des comptes – Lancement de l'initiative pour la suppression des forfaits fiscaux – Mandat au CD de préparer une initiative pour moduler la taxation des entreprises
- Mardi 21 juin de 12h30 à 13h30: conférence «Aux sources du socialisme: Le pacifisme socialiste» Pascal Holenweg, locaux du PSG (amenez votre sandwich)

- Mercredi 31 août: première assemblée des délégué-e-s. Ordre du jour: présentation des résultats de l'enquête menée sur le profil sociologique et politique des membres du PSG – résultat intermédiaire du groupe de travail et propositions concrètes sur le renforcement des sections – informations sur les Cherpines.

Vaud www.ps-vd.ch

- Mercredi 1^{er} juin à 19h: féministe aujourd'hui? Pour quoi faire? Entre le monde du travail et la vie privée des inégalités salariales à la violence conjugale, Lausanne, Maison du Peuple
- Mardi 14 juin: journée de grève et d'action à Lausanne – Femmes en mouvement, l'égalité absolument. Nombreuses manifestations auront lieu toute la journée dans le canton.

Neuchâtel www.psn.ch

- Vendredi 17 juin à 19h30: Congrès statutaire, La Chaux-de-Fonds, salle Saint-Louis.
- Jeudi 23 juin à 19h30: Café fédéral du PSN avec Didier Berberat et Jacques-André Maire, Le Landeron, bar Au Feu Rouge.

Jura www.psj.ch

- Jeudi 9 juin: Congrès électoral, Fontenais
- Vendredi 16 septembre: Congrès festif, district de Delémont

Législatives françaises de 2012: appel aux Français résidant en Suisse

En juin 2012, pour la première fois dans l'histoire, les Français établis hors de France éliront des députés qui iront siéger à l'Assemblée nationale à Paris. Ces députés auront le même rôle que tous les autres membres de l'Assemblée nationale française: représenter la Nation. Les Français de l'étranger seront répartis en 11 circonscriptions. La Suisse et le Liechtenstein constituent l'une de ces circonscriptions.

Pour ces élections, le Parti socialiste français a choisi de soutenir Nicole Castioni, ancienne députée au Grand Conseil de Genève. Les chances de succès de notre candidate sont réelles, mais la victoire ne sera possible qu'avec l'aide de toutes les bonnes volontés. C'est pourquoi Nicole Castioni, Louis Lepioufle son suppléant, et toute son équipe de campagne, lancent un appel aux Français qui militent au sein du Parti socialiste suisse (les autres militant-e-s du PS Suisse sont naturellement tout aussi les bienvenus) en leur demandant:



Nicole Castioni

- de penser, s'ils ne l'ont déjà fait, à s'inscrire sur les listes électorales auprès du Consulat général de France dont ils dépendent (Genève pour les cantons romands et Zürich pour les autres) avant le 31 décembre 2011.
- de s'engager dans les différents comités de soutien locaux qui se créeront dans toute la Suisse.
- de parler aux Français de Suisse qu'ils connaissent de la possibilité qui leur est donnée d'exercer l'un de leurs principaux droits de citoyen français: voter pour leur représentant-e à l'Assemblée nationale.

Si vous souhaitez relever avec nous ce formidable défi, nous vous invitons à vous signaler en nous adressant un courriel à castioni2012@gmail.com en indiquant en objet: participer. Nous prendrons ensuite rapidement contact avec vous. Les bonnes volontés sont les bienvenues!

François-Olivier Manson
Directeur de campagne



DE L'EAU, POUR QUE LES ENFANTS MANGENT À LEUR FAIM.

Un enfant sur quatre souffre de malnutrition dans les pays pauvres du Sud.
L'eau est vitale pour irriguer les champs et cultiver des céréales, des fruits et
des légumes. Soutenez nos projets d'irrigation pour éliminer la faim.



Dès maintenant, versez 10 francs par SMS:
Eau 10 au 488.



HELVETAS

Agir pour un monde meilleur